



RENDU EXECUTOIRE LE

**27 MARS 2023**

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 13/03/2023

Reçu en préfecture le 13/03/2023

Publié le

**S<sup>2</sup>LO**

ID : 086-228600011-20230313-23\_A\_SE\_00185-AR

**ARRETE N° 2023-A-DGAS-DA-SE-0185**

*DGAS  
Service des Etablissements  
39 rue de Beaulieu  
86034 POITIERS CEDEX*

du **13 MARS 2023**

Modifiant l'arrêté n° 2023-A-DGAS-DA-SE-0183  
portant fixation du solde de la dotation 2022  
concernant l'avenant 43 au titre de l'APA, la PCH et  
l'Aide-Ménagère sur l'année 2022 pour les  
interventions réalisées par l'Association de  
Coordination du Soin et de l'Aide à Domicile  
(ACSAD) en mode prestataire

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,**

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) ;

VU la délibération du 16 décembre 2022 du Conseil Départemental de la Vienne  
relative au budget départemental primitif pour 2023 ;

VU l'arrêté n° 2022-A-DGAS-DA-SSP-003 du 31 mars 2022 du 25 portant  
autorisation au service prestataire d'aide à domicile géré par l'Association de Coordination du  
Soin et de l'Aide à Domicile (ACSAD) ;

VU l'arrêté n° 2022-A-DGAS-DA-SE-0235 du 3 octobre 2022 portant  
modification à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022 du tarif horaire applicable aux bénéficiaires de  
l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, et de la Prestation de Compensation du Handicap,  
pour les interventions réalisées par l'Association de Coordination du Soin et de l'Aide à  
Domicile (ACSAD) en mode prestataire ;

VU l'article 1er du décret n° 2021-1155 du 6 septembre 2021 relatif à l'aide aux  
départements versée par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie en application de  
l'article 47 de la loi de financement de la Sécurité Sociale n° 2020-1576 du 14 décembre 2020  
afin de prendre en charge une partie des coûts directement supportés par les Départements  
consécutivement à la conclusion de conventions ou accords collectifs de branche en matière de  
revalorisation des rémunérations versées aux salariés de ces services ;

VU l'avenant 43 agréé conformément aux dispositions de l'article L314-6 du  
code de l'action sociale et des familles et s'imposant ainsi aux autorités compétentes en matière  
de tarification avec une date d'effet à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2021 ;

VU l'arrêté n° 2023-A-DGAS-DA-SE-0183, du 08 février 2023 du solde de la dotation 2022 concernant l'avenant 43 au titre de l'APA, la PCH et l'Aide-Ménagère sur l'année 2022 pour les interventions réalisées par l'Association de Coordination du Soin et de l'Aide à Domicile (ACSAD) en mode prestataire ;

CONSIDERANT l'erreur matérielle constatée sur l'arrêté n° 2023-A-DGAS-DA-SE-0183 sus-visé ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

### **ARRETE :**

**ARTICLE 1 :** Au titre de l'avenant 43, la dotation pour l'année 2022 selon les activités prévisionnelles pour l'APA, la PCH et l'Aide-Ménagère était de 14 112 € pour 3 200 heures, soit à titre indicatif un coût horaire de 4,41 €.

Elle a été versée mensuellement à hauteur de 80 % à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2022, soit 2 822 € au vu de l'arrêté n° 2022-A-DGAS-DA-SE-0235.

Au titre de l'année 2022, le montant de l'avenant 43 a été réactualisé sur la base des surcoûts réellement constatés.

Ces données ont été remontées par l'Association de Coordination du Soin et de l'Aide à Domicile (ACSAD) le 03 février 2023.

Le montant total de l'avenant 43 pour l'année 2022 au titre de l'APA, la PCH et l'Aide-Ménagère est de 1 910 €.

Le trop-perçu sur la dotation à hauteur de 9 378 € fera l'objet de l'émission d'un titre de recettes en mars 2023 et le montant sera directement déduit des prochains acomptes 2023.

**ARTICLE 2 :** Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département [lavienn86.fr](http://lavienn86.fr) pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département [lavienn86.fr](http://lavienn86.fr) pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

Envoyé en préfecture le 13/03/2023

Reçu en préfecture le 13/03/2023

Publié le



ID : 086-228600011-20230313-23\_A\_SE\_00185-AR

**ARTICLE 3** : Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au service et publié sur le site internet du Département de la Vienne en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales.

Fait à POITIERS, le **13 MARS 2023**

Le Président du Conseil Départemental

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Alain Pichon', written over a horizontal line.

Alain PICHON

Envoyé en préfecture le 13/03/2023

Reçu en préfecture le 13/03/2023

Publié le

**S<sup>2</sup>LOW**

ID : 086-228600011-20230313-23\_A\_SE\_00185-AR